



Agence pour l'Évaluation de
la Qualité de l'Enseignement Supérieur

RAPPORT D'ÉVALUATION DE SUIVI

Arts plastiques, visuels et de l'espace

École Supérieure des Arts de la ville de
Liège - Académie Royale des Beaux-
Arts de Liège (ÉSAVL-ARBAL)

Raphaël DARQUENNE
Corinne LE NEÛN

05.02.2019

Table des matières

Contexte de l'évaluation.....	3
Présentation de l'établissement et du programme évalué.....	4
Partie 1 : principales évolutions de contexte depuis l'évaluation initiale.....	4
Partie 2 : réalisation du plan d'action initial	5
Partie 3 : recommandations pour le développement d'une culture qualité.....	9
Conclusion générale.....	11
Droit de réponse de l'établissement.....	12

Arts plastiques, visuels et de l'espace : École supérieure des Arts de la ville de Liège-Académie Royale des Beaux-Arts de Liège

Contexte de l'évaluation

L'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur (AEQES) a procédé en 2017-2018 à l'évaluation de suivi du cursus «Arts plastiques, visuels et de l'espace ». Cette évaluation se situe dans la continuité de l'évaluation précédente de ces cursus, organisée en 2012-2013.

Dans ce cadre, M. Raphaël DARQUENNE et Mme Corinne LE NEÛN, mandatés par l'AEQES et accompagnés par un membre de la Cellule exécutive, se sont rendus le 19 mars 2018 à l'Académie Royale des Beaux-Arts de Liège. Le présent rapport rend compte des conclusions auxquelles sont parvenus les experts après la lecture du dossier d'avancement remis par l'entité et à l'issue des entretiens, des observations réalisés *in situ* et de la consultation des documents mis à disposition. Bien que l'objet de la présente évaluation de suivi soit le *cluster* Arts plastiques, visuels et de l'espace, la visite de suivi (et le rapport qui en découle) ne constitue pas une nouvelle évaluation des programmes ; elle vise à mettre en lumière l'état de réalisation du plan d'action établi suite à la visite de 2012-2013 ainsi qu'un ensemble de recommandations en vue de l'amélioration de la culture qualité. En ce sens, le rapport comporte moins des éléments spécifiques aux programmes que des recommandations plus générales sur la gestion du programme et la démarche qualité qui s'y rapporte.

Le comité des experts tient à souligner la parfaite coopération de la coordination qualité et des autorités académiques concernées à cette étape du processus d'évaluation. Ils désirent aussi remercier les membres de la direction, les membres du personnel enseignant et les étudiants qui ont participé aux entrevues et qui ont témoigné avec franchise et ouverture de leur expérience.

Composition du comité¹

- Raphaël DARQUENNE
- Corinne LE NEÛN

¹ Un résumé du *curriculum vitae* des experts est disponible sur le site internet de l'AEQES : http://aeqes.be/experts_comites.cfm

Présentation de l'établissement et du programme évalué

L'Académie Royale des Beaux-Arts de Liège désigne le nom d'un ensemble immobilier accueillant trois écoles ainsi que le nom générique de chacune d'entre elles ; l'une dédiée à l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, la seconde est un Centre Enseignement secondaire Léonard DeFrance et enfin l'École Supérieure des Arts de la ville de Liège objet de la présente évaluation.

L'École Supérieure des Arts de la Ville de Liège – Académie Royale des Beaux-Arts de Liège est un institut d'enseignement supérieur en Arts plastiques, visuels et de l'espace dont la date de création remonte à 1836. Elle fait aujourd'hui partie des 10 écoles supérieures des arts (ESA) de la Fédération Wallonie-Bruxelles de Belgique.

Neuf disciplines sont proposées à l'enseignement : Bande dessinée, Dessin, Gravure, Illustration, Peinture, Publicité, Scénographie, Sculpture, Vidéographie. Chacune se déploie en deux cycles de formation : Bachelier de transition (3 ans, 180 crédits) et en Master (2 ans, 120 crédits) à l'exception de l'Option en Dessin uniquement présente sous forme de master. Chaque Master se décline en trois finalités : Spécialisée, Didactique et Approfondie. L'ÉSAVL-ARBAL propose également l'Agrégation conjointement organisée par l'ÉSAVL-ARBAL et la Haute École de la Ville de Liège, catégorie pédagogique Jonfosse.

Partie 1 : principales évolutions de contexte depuis l'évaluation initiale

Le directeur actuel va partir à la pension après avoir dirigé l'École pendant une décennie. Il a par ailleurs déployé une longue et unique carrière dans la structure, ayant également œuvré dans le secondaire.

Le coordinateur qualité, ancien conférencier de l'option vidéographique, assure, depuis septembre 2013, le suivi des diverses actions liées à l'application du décret Paysage² et à la démarche qualité. Il est également coordinateur académique des études.

La population étudiante s'est considérablement accrue ces dernières années permettant à l'établissement de recevoir désormais des unités d'enseignement supplémentaires sur un calendrier de un à deux ans. Néanmoins cette croissance très importante (de 228 étudiants en 2007-2008 à 370 en 2017-2018) a mis l'établissement en difficulté en termes de suivi administratif et pédagogique, de même au niveau de l'occupation des espaces de travail déjà insuffisamment adaptés aux activités. La répartition des étudiants par disciplines s'avère très inégale et, avec elle, l'équilibre entre options.

Si l'établissement persiste dans sa politique d'accueil il pourrait rapidement, avec un effectif de 400, étudiants être classifié dans les ESA (écoles supérieures d'art) de taille moyenne.

² Décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, dit « décret Paysage ».

Partie 2 : réalisation du plan d'action initial

Le plan d'action initial a intégré quatre grands axes de travail. Beaucoup de préconisations ont été traduites dans le quotidien du fonctionnement de l'établissement dont la présence active d'un coordinateur Qualité.

Axe 1 : Communication externe et interne

Sur les quatre actions notifiées par l'école sur ce premier chapitre de son plan d'action initial, seul le souhait d'améliorer la signalétique urbaine de l'établissement ne s'est pas concrétisé.

Sur le volet de la communication numérique, l'école a engagé un gros chantier portant sur le site désormais étoffé et fonctionnel avec la création d'un poste de Webmaster. La communication externe s'est bien développée, les blogs des ateliers sont accueillis sur le site web sur lequel les partenaires de l'établissement font l'objet d'une valorisation générale. Une mailing liste des étudiants a été constituée mais semble incomplète à l'usage.

Si un intranet est mis en place, la communication interne reste difficile à établir. Les étudiants sont insuffisamment informés des événements et des actualités (malgré un affichage nourri sur le site) mais aussi des calendriers d'évaluations. Il convient de préciser que la communication varie du tout au tout selon les options et dépend des modalités de travail des professeurs. Des stratégies alternatives se mettent en place via les réseaux sociaux ou portées par certains ateliers. Les informations entre professeurs et secrétariat circulent parfois difficilement. En règle générale la communication reste peu systématisée. La demande d'un Intranet fonctionnel est très forte du côté des étudiants celui-ci n'est pas vraiment utilisé. Ils appellent de leurs vœux un outil pertinent, efficace et utilisé de façon plus systématique (Identifiant, compte, boîte mail,...).

Néanmoins, les étudiants disposent d'un programme annuel qui reprend l'entièreté du cursus. Les cours qui proposent un syllabus ou des supports de cours formels de ce type sont très peu nombreux.

Les relations entre Conseil de gestion pédagogique et Conseils d'option sont parfois problématiques avec une certaine difficulté à arriver à un consensus entre les deux instances, l'une est consultative et l'autre décisionnelle.

Axe 2 : Transversalité et autonomie

La transversalité est mise au travail avec la semaine blanche (par exemple) très appréciée des étudiants. La généralisation des cours à options qui recueille un satisfecit général. 3 à 4 cours au choix en master accueillent les étudiants de toute provenance et permettent cette transversalité : Arts numériques, IDM, dessin à choix, gravure.

De même, il faut souligner quelques projets spécifiques propres à certaines options. Des projets interdisciplinaires existent avec des partenariats extérieurs (arts numériques, arts du spectacle avec Ateliers de scénographie et de vidéographie), ou, par exemple, des projets dans un contexte professionnel pour l'Atelier Photographie.

Il convient d'encourager la volonté et les projets de transversalité portée par l'engagement et la bonne volonté des professeurs. Une nouvelle génération d'enseignants s'emploie, en histoire de l'art notamment, à renforcer les liens entre cours généraux et ateliers.

Du point de vue des usagers, l'institution organise néanmoins encore trop peu de moment de rassemblement des étudiants à l'exception de la semaine blanche. La modularité se

développe timidement. Si certaines possibilités existent, surtout en master, elles ne sont pas nécessairement connues ou pratiquées par les étudiants.

Il importe de poursuivre de telles initiatives. Certaines options et certains ateliers permettent davantage de transversalité que d'autres. Le cloisonnement fort qui persiste dans nombre d'ateliers mérite une réflexion soutenue. Des coordinations plus étendues gagneraient à s'organiser pour permettre un décroisonnement et des projets plus approfondis entre professeurs. Malgré la volonté forte qu'a l'établissement de privilégier l'autonomie des étudiants, ces derniers ne s'estiment pas au centre de leur formation dans nombre de situations, alors que certaines options sont saluées pour leur professionnalisme et leur dynamisme.

Axe 3 : Pédagogie et programmes

Parmi les réalisations les plus importantes d'un point de vue pédagogique, on fait désormais le constat :

- de la mise en place du cadre réglementaire du décret Paysage et des fiches de crédits européens ;
- de la mise en place de cours/ateliers à l'image et de l'intégration des nouvelles techniques et pratiques numériques notamment Pratique art numériques (PAN) ;
- de la création d'une option dessin en phase avec la recommandation du groupe d'experts lors de la visite de mars 2013.

Quelques points d'achoppement demeurent :

- Concernant les cours de langue, corollaire à une politique d'ouverture à l'international, une subvention communale a été dédiée à l'organisation d'un cours de français en soutien aux étudiants non francophones. Mais cette heureuse initiative avec le partenariat de l'Institut des Langues Modernes (I.L.M) n'a pas trouvé son public en raison (sans doute) de son caractère non obligatoire. Les cours de langue doivent être crédités. Cette démarche s'oppose visiblement à une partie des enseignants qui peuvent l'interpréter sous l'angle du risque d'affaiblir les ateliers.
- Le projet d'améliorer les infrastructures n'a pas abouti malgré quelques acquisitions de locaux à l'extérieur de l'établissement. Bien que le bâtiment soit spacieux, il nécessiterait de bonnes rénovations pour permettre un confort attendu par l'ensemble des acteurs. Si l'accès au matériel est aisé pour les étudiants - Il faut saluer la gratuité des matériaux de base fournis par l'école - les locaux ne sont pas toujours adaptés et ce problème s'est aggravé au fil du temps avec l'accroissement des effectifs étudiants. Par ailleurs l'école doit être vigilante sur l'entretien de ses outils pour fluidifier le quotidien et permettre à tous d'être opérationnel (WIFI insuffisamment accessible, manque de projecteurs vidéo,...).

Dans l'ensemble et malgré deux ou trois situations réellement problématiques, les étudiants se réjouissent de travailler avec des professeurs très investis au niveau professionnel, artistique et culturel.

Axe 4 : Pratique de la pensée et réflexion artistique

Cet axe implique principalement sur deux directions de travail :

1) la mise en place de programmes de masters et de la recherche

L'école a fait le choix de se doter d'un master par options ce qui représente un chantier conséquent. Il y a donc dans l'absolu 27 masters (3 par options). Les bacheliers sont axés sur l'acquisition des techniques et des outils sans négliger la dimension réflexive de l'engagement et de la pratique artistiques. L'apport de la technique s'opère en fonction du souhait et du projet de l'étudiant et professeurs individualisent fortement leurs pratiques ; ce qui peut être salué.

En master, l'établissement considère que les étudiants ont acquis les outils et que désormais s'ouvre un champ réflexif. Celui-ci gagne à être poursuivi.

La création d'un module Écritures & Projets en master 2 répondant à une recommandation des experts a été effectuée.

Le master à finalité approfondie est salué par les étudiants et constitue un bel exemple de coordination et de dynamisme. Il déploie une direction de recherche spécifique « Art et Science » qui permettra à plus ou moins long terme l'émergence d'un doctorat construit à partir de cette singularité.

En vue d'amplifier cette culture recherche, un séminaire de Médiation a pris corps avec l'Université de Liège. Mais au grand regret de l'école, la répartition des crédits s'opère désormais en défaveur de la pratique artistique et impacte l'investissement pédagogique de l'Ésavl. Le master à finalité didactique se distribue en 120 crédits : 30 sont dévolus au pédagogique et délivrés dans un autre établissement que l'école d'art et 90 crédits qualifiés d'artistiques sont pilotés par Ésavl. Le décret a complètement inversé cette situation au profit du pédagogique. Cette décision a provoqué un fort sentiment d'incompréhension au sein des équipes. De même que l'articulation difficile entre Master didactique et Agrégation et le souhait de supprimer le premier en faveur du second ; cette proposition n'a pas trouvé l'assentiment des organes de décision concernés.

La mise en lien avec l'actualité de l'art et les milieux socioprofessionnels est primordiale et devrait trouver plus encore son écho dans les cours généraux.

2) L'ouverture vers l'extérieur

- Sur le volet de la confrontation avec le réel de la production, il existe de nombreuses initiatives de diffusion et de projets avec les milieux culturels, artistiques et socioprofessionnels telles que des présentations publiques du parcours d'anciens étudiants ; de multiples possibilités de montrer son travail dans le cadre d'expositions, de prix, de *workshops*... et la cogestion récente d'une Galerie qui dote l'institution d'un outil qui permet sa visibilité. Les réseaux de partenaires sont très pertinents.
- La tradition des jurys de fin de cycle tournés vers l'extérieur et la nécessité pour le futur diplômé d'engager une négociation avec un lieu de diffusion pour présenter son projet de fin d'études sont stimulants et constitue une excellente pratique.
- L'affirmation d'une politique internationale et la création de la commission Erasmus+ (objet d'une recommandation antérieure) qui aura permis de désenclaver les

décisions de départ des étudiants à l'étranger (bloquées antérieurement) constituent une valeur ajoutée non négligeable.

L'offre de stages reste à poursuivre voire à initialiser. Les étudiants sont demandeurs de davantage de stages portés et autorisés au niveau institutionnel et valorisés par des crédits. Ces stages doivent être systématisés afin de permettre l'ouverture à la diversité des activités professionnelles. Il faudrait pouvoir décliner une formule du stage d'observation à minima au stage « professionnel ».

Hors du plan d'action initial, il faut saluer la récente semaine de remédiation (janvier 2017) à l'appui de l'aide à la réussite des étudiants.

Partie 3 : recommandations pour le développement d'une culture qualité

A/ Stratégie et gouvernance

L'école donne encore le sentiment un certain pessimisme alors que bien des projets sont forts bien menés et que l'attractivité de l'école est importante avec un accroissement important du nombre d'étudiants. Elle n'a pas pleinement surmontée « ce sentiment diffus d'impuissance et de fatalité qui freine l'établissement dans la formulation de son projet d'avenir » tel que retranscrit lors de la restitution du rapport des experts faisant suite à la première évaluation de 2013. Le manque de moyens supplémentaires pour faire front à toutes ces nouvelles demandes constitue l'une des causes possibles de cet état d'esprit.

La nouvelle direction devra poursuivre le dialogue, tant avec l'équipe administrative qu'avec l'équipe enseignante dans une attention et un respect renouvelés aux sensibilités et à la diversité des enseignements qui ne doivent pas pour autant pas se traduire au dépend des possibles offerts à l'étudiant. La connaissance du terrain, pour connaître les besoins de la structure et offrir des potentialités accrues à cette population, constituera un atout primordial. Le chantier de l'inscription du pilotage de l'établissement dans l'analyse transversale des réalités des écoles d'art reste ouvert.

B/ Démarche qualité

Une résistance importante s'exprime encore face à la démarche qualité et tourne principalement autour des questions de langage. Les critères et le vocabulaire liés à la qualité sont perçus comme trop complexes et inadéquats pour traduire la réalité du projet artistique propre aux écoles d'art. L'important document fourni par l'école, très analytique et très documenté ne fait pas l'adhésion. Certains enseignants trouvent le vocabulaire en usage inapproprié et souhaitent rester sur un constat « auto-déclaratif » : « nous le faisons déjà ! ». Une lettre collective pour défendre les spécificités des écoles des arts a été envoyée à L'AEQES s'exprimant « contre la soumission à une idéologie managériale et libérale ». Les attentes en termes de qualité se traduisent, en réalité, moins par une forme d'idéologie que par la volonté de permettre à l'établissement de se mettre en chantier afin de penser, de traduire et de mettre en œuvre une démarche collective permettant de faire davantage « établissement » sans pour autant perdre ses spécificités d'école d'art. Ce chantier est ouvert et gagne davantage à trouver des traductions que des oppositions.

On fait le constat d'une vraie difficulté dans l'établissement à parler d'une même voix au regard des critères de la démarche qualité car il existerait autant d'enseignants que de façons d'enseigner. Ceci ne doit pas empêcher de penser les pratiques, leur sens, leur pertinence et leur cohérence selon une approche participative de co-définition de critères pertinents et partagés.

L'approche qualité a permis de voir émerger des dynamiques et projets intéressants. De nombreuses actions « qualité » dépassant le cahier des charges du plan initial ont été réalisées telles que les coordinations sur le master à finalité approfondie, l'aide à la réussite, l'international, l'encadrement des stages « didactique-agrégation », un grand nombre de réunions avec comme souci la transparence et la diffusion des réflexions qui en ont découlées, ... Néanmoins nombre d'actions ne s'inscrivent pas toujours dans le temps.

Les étudiants participant aux instances estiment être reconnus, avoir « la place pour s'exprimer » et constatent que leurs demandes sont souvent suivies d'actions. Il reste à mettre en place des Conseils de classe.

Les étudiants ne sont pas encore sollicités sur l'évaluation des enseignements et ont pourtant beaucoup à en dire de façon constructive. On ne connaît pas le devenir des étudiants à l'exception des réussites médiatisées. Si tous ne viennent pas avec le désir de devenir des créateurs, il importe d'interroger leur trajectoire.

C/ Plan d'action actualisation

Les actions à venir porteront sur la pleine réalisation du plan d'origine.

Les recommandations à l'étude sont celles du livret d'étudiant, de l'approche par compétences, de l'accompagnement et de la formalisation des écrits de fin de cycles, de l'association de l'ensemble du personnel enseignant au projet d'établissement.

Le programme se distribue en 8 grands axes de travail parfaitement décrits qui expriment la volonté de l'établissement d'accomplir la démarche et de définir avec sa sensibilité propre une culture qualité. L'école y consacre d'ailleurs son premier axe de travail :

- Poursuivre le renforcement d'une culture qualité
- Poursuivre l'amélioration de la communication interne
- Poursuivre l'adaptation aux nouvelles nécessités par les changements de structure
- Développer une politique d'aide à la réussite
- Intégrer par pallier l'approche par compétences
- Renforcer la pratique réflexive liée à la pédagogie, à la conduite de projet et à la conduite de changement
- Poursuivre le développement des relations internationales
- Une catégorie Divers inclut les stages et une réflexion sur les enseignements liés au numérique.

Sur ce dernier point, la proposition de l'appel au volontarisme des ateliers et au caractère non obligatoire des stages traduisent une extrême précaution à l'endroit d'une partie de l'équipe enseignante opposée à la systématisation des stages.

Les stages désignés par l'établissement comme externes viennent se heurter à une longue pratique de stages dits internes permettant à un étudiant d'explorer les ressources d'autres ateliers ; ce qui en soi est généreux et très favorable. Néanmoins cette pratique ne doit pas éliminer la nécessité des stages hors établissement, quelle que soit l'option. Lieux de transmission de savoir-faire et de savoir-être, ils catalysent le lien avec le milieu professionnel, favorisent l'autonomie et permettent à l'étudiant d'éprouver à l'échelle « un » les compétences en cours d'acquisition au sein de son cursus.

Comment expliquer cette situation si ce n'est par un mode d'enseignement que l'on pourrait désigner « en incubateur » et la crainte d'une perte de contrôle sur le parcours de l'étudiant dont les fondements peuvent être critiqués.

À l'exception de cette remarque, ce futur programme répond avec grande justesse aux ressentis des différents acteurs avec lesquels les experts ont pu échangés et aux attentes des étudiants concernant les améliorations souhaitées.

Conclusion générale

La proposition de s'en tenir au cahier des charges et de ne pas l'alourdir de nouveaux items tant que l'ensemble des intentions ait trouvée une traduction effective procède d'une bonne approche si tant est qu'elle aboutisse. Il faut noter que l'école a mené à terme bien des chantiers.

L'accroissement du nombre d'étudiants sur ces dernières années a pu exacerber des problèmes déjà existants (sur l'aménagement des espaces de travail,...) provoquant déséquilibres divers, découragement et inquiétude. L'Ésavl devra se positionner sur les choix les plus pertinents pour l'école concernant sa politique d'accueil et poursuivre le chantier défini comme prioritaire d'une meilleure conformité des lieux physiques d'enseignement. Certains gros ateliers n'ont pas à ce jour l'infrastructure nécessaire au déroulement optimal de leurs enseignements. Et en général, les conditions imposées par l'actuelle organisation des espaces de travail sont décrites par tous comme inadéquates.

L'établissement devrait prendre appui sur des enquêtes systématiques pour pouvoir constituer des bases de données indispensables à sa gouvernance afin d'ajuster son projet qu'il importe de consolider à l'occasion de l'arrivée d'une nouvelle direction et afin de mesurer l'impact de ses enseignements. Cela passe par l'objectivation de sa politique Erasmus en très bon développement et la mise en place d'un observatoire du devenir des étudiants. Il serait pertinent (dans l'attente d'une évaluation des enseignements qui ne fasse pas craindre une évaluation des enseignants), que l'école se dote d'un questionnaire plus global sur la bonne marche de l'établissement (pendant ces années au sein de l'école : ce qui a été important et enrichissant, ce qui a manqué, ce qui n'a pas abouti,...). Ce questionnaire pourrait être rempli de façon anonyme mais de manière globale par les étudiants diplômés sortants et en fin de bachelier permettant d'une année sur l'autre des réajustements divers (achats de matériels, partenariats supplémentaires, enseignements diversifiés, acquis et pertinence des stages,.....).

La mise en place d'une politique enfin systématisée de stages externes comme la constitution de ces fonds de données nécessite un personnel dédié à ses tâches donc soit un recrutement supplémentaire soit l'affectation des nouvelles unités d'enseignement permis désormais par l'augmentation de la population estudiantine, à ces tâches spécifiques.

L'école est particulièrement invitée à traduire ce qui peut constituer pour elle la qualité en accord avec les valeurs énoncées telles que le parcours individualisé des étudiants, la pluralité des modalités d'enseignement, l'ouverture vers l'extérieur...

La réflexion engagée sur le projet d'établissement constitue une opportunité intéressante pour mettre la qualité au travail de façon participative et dégager des modalités d'action collective dépassant les individualités pour y ancrer une vision partagée respectueuse des singularités de chacun.

Droit de réponse de l'établissement

Droit de réponse de l'établissement évalué

Commentaire général éventuel :

L'établissement ne souhaite pas formuler d'observations de fond

Partie du rapport (1, 2 ou 3)	Observation de fond
	<p>L'écrit sera toujours incapable de traduire la richesse de toute forme de réalité, comme celle d'une école d'art. De nombreuses actions entreprises par l'ÉSAVL-ARBAL n'ont pu ainsi trouver place dans ce rapport, et pourraient donner une vision tronquée. Ainsi, si quelques actions qualité sont citées, elles ne doivent pas occulter de multiples autres, laissées dans l'ombre par ce rapport (par exemple, derrière la simple mention « création d'un Master en Dessin », il y a le développement d'un partenariat avec La Cambre, la mise en place d'équipes pédagogiques mixtes, la visibilité accrue des étudiants de l'ÉSAVL-ARBAL à Bruxelles...). Les actions citées par ce Rapport ne témoignent pas suffisamment qu'il s'agit d'une dynamique d'ensemble, non de quelques cas isolés. Le Rapport pourrait faire croire le contraire.</p> <p>Y a-t-il une culture qualité au sein de l'ÉSAVL-ARBAL ? Au vu des multiples actions de ces cinq dernières années, dont certaines dépassent le cadre du Plan de suivi 2013-18 (comme le note l'AE-QES), et dont témoigne ce Rapport, le contraire serait faux. Une culture qualité existe ainsi au sein de l'ÉSAVL-ARBAL. Simplement, cette culture qualité tient d'abord compte des spécificités de l'enseignement artistique avant celles recommandées par l'AE-QES.</p> <p>Cette véritable approche qualitative de l'ÉSAVL-ARBAL a, entre autres, abouti à requestionner le Projet pédagogique et artistique de l'ÉSAVL-ARBAL devant aboutir à une nouvelle version prochainement.</p> <p>Démarche qualité et Enseignement artistique : analyse critique</p> <p><i>Les arts sont régis en profondeur par un flot continu d'énergie, ils ignorent les progrès par accumulation qui gouverne les sciences. On n'y corrige pas d'erreurs, on n'y récuse pas de théorèmes.</i></p> <p>Georges Steiner</p> <p>Installée et imposée par décret, la démarche qualité fait partie intégrante de l'Enseignement supérieur artistique de la Communauté Française de Belgique et donc de</p>

l'École supérieure des arts de la Ville de Liège (ÉSAVL-ARBAL).

Cette démarche n'est pas anodine, elle suscite de façon récurrente des contestations ou oppositions parfois vives, elle engendre un malaise : la profession d'enseignant en école d'art devrait prendre et singer la forme d'un référentiel, d'un gabarit où l'enseignant ne se reconnaîtrait que très partiellement. Elle engendre, pour certains, la crainte, la culpabilité, la dépossession d'une part essentielle de leurs aspirations tant artistiques que pédagogiques. Il faut noter que ce malaise est moindre pour les domaines économiques et industriels et qu'il croît progressivement lorsque cette démarche s'impose aux institutions administratives, médicales et sociales, et qu'il atteint son paroxysme lorsqu'elle s'applique à l'enseignement des sciences humaines et à l'enseignement artistique.

Management, normalisation, formatage, référentiel, analyse SWOT : voilà bien des notions parmi d'autres qui ont été, tout au long de notre histoire, en grande délicatesse avec les aspirations propres à l'art et à sa pédagogie. L'art, en tant que reflet de société contemporaine dans toute sa complexité évolutive et souvent paradoxale, ne peut que perdre l'essentiel en se réduisant à sa propre normalisation, en se complaisant dans l'archivage managérial d'unités d'enseignement réduites à leurs seuls aspects pragmatiques et probants.

Lorsque vous avancez de telles réserves ou critiques, vous n'êtes pas encore tout à fait criminalisé, mais vous êtes suspect ou directement coupable de couvrir l'inertie, la paresse, le manque d'exigence : vous êtes opposé à la qualité ! D'autres avant nous ont pourtant démontré le fossé existant dans certains domaines entre démarche-qualité et démarche et recherche de la qualité.

En lisant ces lignes, bien des collègues se sentiront réconfortés, compris. Sentiment de courte durée, car nous serons tous ramenés rapidement à la réalité du dictat de cette injonction de plus en plus fréquente : *Il faut jouer le jeu, on risque gros*. La résignation sera donc de mise, en laissant notre sort à la faculté de soigner notre image supposée désirée, à nos qualités gestionnaires apparentes, en fournissant matière à remplir un canevas de notions formatées garantissant notre statut de premier de classe. En effet, la démarche qualité s'avance comme *neutre*, elle nie son origine et son caractère forcément idéologique, et ceci fait et admis, elle exige l'adhésion de tous. Principe qui deviendrait presque drôle, lorsqu'on relit la deuxième des quatorze missions de l'Agent qualité définies par décret : « *susciter l'implication et la participation des parties prenantes en instaurant le climat de confiance nécessaire au bon fonctionnement de la démarche d'évaluation ; et atténuer les résistances/tensions...* »

Allant dans ce sens, les articles critiques de Catherine Grandjean⁽¹⁾ (*Une approche critique de la démarche qualité dans les institutions sanitaires, sociales et médico-sociales*) et d'Olivier Filhol⁽²⁾ (*La démarche qualité : cette douce tyrannie de la transparence*) sont presque en tous points transposables au domaine de l'enseignement artistique et offrent une analyse plus détaillée que ce texte synthétique ne peut faire.

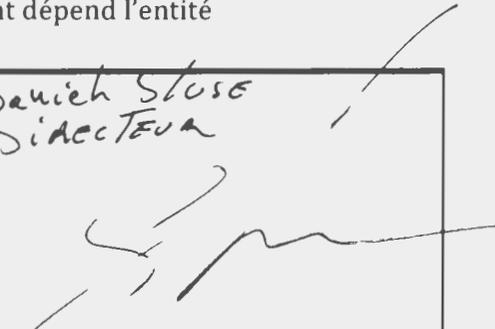
De nombreux et récurrents débats riches et constructifs abordant ce sujet ont eu lieu, mais ils sont restés sans suite, toujours à recommencer. Il nous apparaît essentiel aujourd'hui de développer et d'argumenter les points qui interrogent cette démarche controversée. L'objet de cette recherche n'est pas de tourner le dos à tout contrôle, à toute évaluation et à la recherche d'excellence, bien au contraire, mais de recadrer ou décadrer cette démarche qui vise à nous encadrer.

Réorienter et se réapproprier une démarche volontariste et positive, définir et communiquer simplement ce qui nous semble acquis et essentiel, comme ce qui peut ou doit être amélioré, n'invalide pas la mission des experts externes ou le travail centralisateur de l'agent qualité.

	<p>Relancer ce débat de façon constructive est le seul chemin permettant d'éviter la soumission consentie ou résignée à une logique que nous jugeons inappropriée.</p> <p>(1) Catherine Grandjean : « <i>Une approche critique de la démarche qualité dans les institutions sanitaires, sociales et médico-sociales</i> ». www.oedipe.org/actualites/lademarchequilite</p> <p>(2) Olivier FILHOL : « <i>La démarche qualité : cette douce tyrannie de la transparence</i> ». Sociologue ERASME (Étude Recherche Action Sur le Milieu Educatif) www.psychasoc.com/Textes/La-demarche-qualite-cette-douce-tyrannie-de-la-transparence</p>

Nom, fonction et signature
de l'autorité académique
dont dépend l'entité

Danièle Stusc
DIACTEVA



Nom et signature du·de la
coordonnateur·trice de l'autoévaluation

